

## LUTTES CONTRE LES REFORMES ALLEGRE ET AVENIR DU RESEAU

### La situation

Cette rentrée est marquée par la poursuite des attaques gouvernementales contre les acquis des travailleurs et le démantèlement des services publics. Qu'il s'agisse de la santé (rationalisation des services hospitaliers, attaques contre le mutualisme par le biais de la CMU), des retraites (fonds de pension, augmentation du temps de cotisation), ou bien encore des 35 h, l'heure est à la libéralisation, à la montée de la précarité, à la casse des statuts des salariés.

Le service public d'éducation est toujours dans la ligne de mire du gouvernement : la cure d'amaigrissement du mammoth se poursuit. Le 3/5/8 est en voie d'application : licence professionnalisée, augmentation du nombre de DESS tandis que les DEA sont menacés (transformation de certains d'entre eux en première année d'école doctorale), menaces planant sur la maîtrise. La "rationalisation" de l'enseignement supérieur est en marche. Regroupement des labos autour des pôles d'excellence, suppressions de filières dites non-rentables, développement des diplômes locaux, incubateurs d'entreprises... : l'université est mise au service des entreprises, que ce soit au niveau de la recherche ou de la formation.

Pour éviter tout risque de débat public et de réaction du monde universitaire, la mise en place des réformes se poursuit localement et insidieusement. L'enveloppe budgétaire accordée à U3M permet de faire passer la pilule en douceur et de prévenir toute velléité d'opposition sur le fond.

Les UNEFs sont clairement engagées dans une logique d'amendement à gauche des projets d'Allègre, alors que ceux-ci répondent clairement aux attentes du patronat. Elles refusent d'analyser et de dénoncer les réformes en cours.

Ainsi, face à la dégradation des conditions d'études, l'UNEF affirme vouloir une rentrée offensive : journée nationale d'action sur le budget le 21/10, manif nationale le 31/10, soutien aux manifs du 4/10 et du 16/10... Mais ce regain combatif se place dans la perspective : réclamer plus de moyens sans remettre en cause la logique de fond et être la moins affaiblie possible lors des Assises. Les miettes accordées par le gouvernement sont présentées comme des conquêtes du mouvement étudiant : il est donc possible de pousser ce gouvernement à faire des concessions. La hausse de 2.6% du budget est présentée comme une victoire, alors qu'elle finance U3M et le PSE. L'UNEF-ID a comme seule proposition pour résoudre les problèmes la participation accrue des étudiants à la direction : la cogestion de l'Université, rompant ainsi clairement avec un syndicalisme de lutte et de terrain.

## Les tâches du réseau

Nous ne pouvons donc compter que sur nous-mêmes pour contrer les réformes. Afin d'être un outil de préparation de la lutte efficace, il est donc nécessaire de franchir un cap : celui d'une réelle coordination de nos efforts. Né des difficultés à unifier nos actions lors du mouvement de novembre-décembre 98, le réseau doit réaffirmer cette volonté et s'en donner les moyens.

C'est pourquoi l'AGER-UNEF est favorable à une responsabilisation collective plus accentuée, soit sous forme d'un "secrétariat", soit d'une AGE centralisatrice tournante. Il s'agit d'une part de coordonner la lutte contre les réformes et de l'autre de faire avancer le débat autour de l'avenir du syndicalisme étudiant.

Il est nécessaire de poursuivre la publication d'un matériel commun, condition de l'affirmation du réseau comme alternative de lutte face aux orientations liquidatrices des UNEFs. Nous devons également synchroniser les étapes successives de réinformation et de mobilisation. Il ne s'agit bien entendu pas d'être formalistes, cependant nous pouvons décider de dates communes qui seraient des temps forts. Il serait par exemple intéressant de saisir au bond les journées à vocation nationale de l'UNEF, afin d'imposer un contenu revendicatif réel (21 et 30/10).

L'intérêt du réseau est également de poser les débats de fond sur le syndicalisme entre organisations qui ont entrepris une démarche d'unité dans l'action. Pour ce faire, il faut organiser sous la forme de thèmes. L'expérience prouve que l'idée du bulletin n'a pas permis l'émergence réelle de ces débats. L'actualité syndicale nous pousse à adopter un rythme soutenu et un investissement plus important des sections locales.

**L'AGER-UNEF en pleine restructuration (rajeunissement, formation, fonctionnement...) réaffirme sa volonté de s'investir dans le réseau sur ces bases tout en continuant à les défendre dans l'UNEF tant que l'utilité en sera démontrée.**